



Questionnaire d'Act Up-Paris adressé aux candidats d'Île-de-France aux élections régionales 2015

Thématiques :

- transports
- éducation
- emploi (précarité et discriminations)
- organismes de santé associés à la Région
- financements des associations
- Paris Sans Sida

Transports

Dans le cadre de la lutte contre les agressions verbales et physiques dans les transports publics, comptez-vous lancer des campagnes de prévention sur chaque type d'agression LGBTphobes à destination du public ? À quel rythme ?

J'ai déjà annoncé que chaque année, je lancerai une campagne d'envergure régionale de prévention sur les discriminations. Bien sûr, la prévention des agressions dans les transports publics fera partie de mes priorités. Et les discriminations LGBTI feront l'objet d'une campagne régionale.

Il va de soi que le CRIPS - qui sous l'impulsion de son président Jean-Luc Romero-Michel, a fait des campagnes sur l'homophobie, la sérophobie et la transphobie - amplifiera son action dans ces domaines en coordination avec la région.

Vous engagez-vous à former les agents de la RATP et de la SNCF à l'accueil des publics LGBT, en particulier aux personnes trans, et à la réception des plaintes des agressions à caractère LGBTphobe, dès la 1ère année de votre mandat ?

Comme vous le savez, les agents de la SNCF et de la RATP ne dépendent pas de la région Île-de-France. Mais, je ne manquerai pas de les interpeller sur cette proposition pertinente.

Quelles mesures financières comptez-vous adopter pour favoriser la circulation des personnes précaires et vivant avec l'AAH, dès la 1ère année de votre mandat ?

La Région a déjà une politique sociale des plus justes en France concernant la tarification des transports pour les moins aisés - qu'elle aide au-delà des niveaux minimum imposés par la loi SRU.

La Région a fait beaucoup pour la tarification sociale dans les transports, depuis l'élection d'une majorité de gauche en 1998. La Région a prévu selon les cas la gratuité, 75% de réduction ou 50%. Nous continuerons dans cette voie.

Quelles mesures allez-vous prendre pour renforcer l'accessibilité des transports publics aux personnes en situation de handicap, dès la 1ère année de votre mandat ?

Le programme d'ampleur d'accessibilité lancé par la majorité sortante sera amplifié.

Education

Vous engagez vous à renforcer l'information à la prévention du VIH et des IST et aux LGBTphobies, en direction des élèves des collèges et des lycées, dès la 1ère année de votre mandat en augmentant les financements d'associations intervenant en milieu scolaire ?

La région est compétente pour la construction des lycées et des CFA (et non des écoles et des collèges).

Grâce à cela, elle peut mettre en place des actions en coordination avec l'Éducation Nationale. Le CRIPS-Île-de-France organise des formations auprès de 90% des lycéens et apprentis d'une classe d'âge notamment sur le VIH et les IST. De nombreuses associations interviennent déjà dans ce cadre-là et sont financées par le CRIPS pour cela. Grâce à un partenariat renforcé avec l'Education nationale, j'ambitionne de former 100% des lycéens et apprentis à ces thématiques et toutes les associations qui souhaitent intervenir seront les bienvenues dans le cadre de ce programme coordonné depuis longtemps par le CRIPS.

En lançant des campagnes de prévention annuelles et répétées d'affiches du CRIPS ?

Comme vous le savez, la région Île-de-France a fait de l'éducation à la sexualité des lycéens et apprentis une réelle priorité. En ce sens, grâce au financement apporté au CRIPS-Île-de-France, ce sont plus de 100 000 jeunes qui sont touchés chaque année par une action d'éducation à la sexualité en milieu scolaire.

Au cours de toutes ces animations, un nombre très élevé de brochures est distribué aux jeunes, ce qui permet, suite à l'animation, d'assurer et d'asseoir la qualité de

l'information apportée. Et je compte bien renforcer cela, de même que plus globalement, avoir un œil attentif sur la qualité des projets développés.

En installant des distributeurs de préservatifs gratuits et en libre service ?

Les lycées ont l'obligation d'avoir des distributeurs. Nous nous mobiliserons pour permettre à terme l'accès gratuit aux préservatifs dans les lycées et CFA.

En formant les personnels aux problématiques des discriminations LGBTphobes ?

Le CRIPS-Île-de-France organise déjà des formations qui sont accessibles aux personnels. Un effort sera fait pour mieux les faire connaître.

Comment comptez-vous impliquer les Comités Education Santé Citoyenneté ?

Les CESC sont des instances indispensables à la réflexion et la conception d'un projet éducatif en matière de prévention, d'éducation à la citoyenneté et à la santé, intégrée au projet d'établissement d'un lycée. Dans cette optique, ils seront mobilisés pour mettre en place de l'éducation citoyenne et pour définir un programme d'éducation à la santé et à la sexualité et de prévention des comportements à risques.

Les collèges et lycées étant également des lieux de travail, quelles actions comptez-vous mettre en place pour protéger les personnels des discriminations LGBTphobes ? Dès la 1ère année de votre mandat ?

Un observatoire régional des discriminations pourrait mener une action globale dans ce domaine.

Afin de renforcer la prévention à l'égard des jeunes, vous engagez-vous à installer des stands de prévention et de distribution de préservatifs dans les événements culturels financés par la Région, comme les festivals et les concerts ?

La région Île-de-France dispose de nombreux stands dans des festivals où elle contribue au financement ; je pense notamment aux Solidays, à Rock-en-Seine, à la Fête de l'Humanité... Sur chacun de ces stands, le CRIPS-Île-de-France est présent pour apporter de façon ludique et participative une information sur la sexualité, certes avec l'envie de parler prévention des risques mais aussi de parler plaisir ! Ce qui, vous en conviendrez, je l'espère, est essentiel !

Emploi

Quelles mesures comptez-vous mettre en place pour favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap moteur mais aussi de handicap non visible, subie par de nombreux.SE.S séropotif.VE.s, dès la première année de votre mandat ?

La précarité chez les trans est problème crucial, vous-engagez vous à favoriser l'emploi des personnes trans au sein du personnel de la Région ?

Evidemment qu'être trans ne doit pas empêcher de travailler pour la Région ! Je m'assurerai que les trans ne sont absolument pas discriminés dans l'accès aux emplois régionaux.

Organismes de santé associés à la Région

Le CRIPS et l'ORS (Observatoire Régional de la Santé) sont des organismes financés par la Région. Vous-engagez vous à pérenniser leurs financements et même à les augmenter ?

Je pérennisserai bien sûr les financements du CRIPS et de l'ORS.

Allez-vous inciter le CRIPS à lancer des campagnes de prévention pluri-médias et répétées dans la durée, déclinées en fonction de chaque public vulnérable au VIH, homosexuels et HSH, trans, usagers de drogue, travailleuses du sexe, jeunes ?

Oui, clairement oui, et ce dans la droite ligne de ce qui est fait depuis 2010. Bien sûr, nous garderons à hauteur les programmes de prévention et d'information en milieu scolaire, mais je pense indispensable que le CRIPS renforce encore plus son action en direction des publics vulnérables et ce, je le répète, dans la droite ligne de ce qui est fait depuis 2010. Rappelons tout de même que ces dernières années, des campagnes de communication ont été produites par le CRIPS sur les discriminations à l'encontre des LGBT, sur la sérophobie, sur la réduction des risques en direction des usagers de drogues.

Allez-vous inciter l'ORS à faire des études spécifiques et pérennes sur chaque public concerné par l'épidémie de VIH ?

Bien évidemment.

Financement des associations

Vous engagez-vous à pérenniser les financements accordés aux associations de lutte contre le sida et de lutte contre les discriminations à l'égard des LGBT ?

La Région a été aux côtés des associations de lutte contre le sida et LGBTI quand les gouvernements de droite se désengageaient. Nous continuerons notre travail à leurs côtés. Par ailleurs, nous serons toujours partenaires de la Marche des fiertés qui est, comme vous le savez, financée en partie par la Région (le podium). Et bien sûr, il y aura toujours un char de la région et du CRIPS comme c'est le cas aujourd'hui...

Comptez-vous renforcer votre soutien aux associations en débloquant des fonds supplémentaires, si le budget de la Région venait à baisser ?

Dans la mesure des compétences de la Région, nous resterons toujours aux côtés des associations.

Face à la complexité des dossiers de subvention à remplir, décourageant les petites structures aux moyens humains limités, vous-engagez vous à simplifier les démarches administratives de la Région, dès la 1ère année de votre mandat ?

Je dois vous avouer que j'ai de très nombreuses associations qui m'ont fait le même retour que vous, et qui se plaignent de la complexité de ces dossiers. Je comprends tout à fait que cette complexité soit préjudiciable et je souhaite dès le début du mandat réunir un panel d'associations représentatives de tous les secteurs afin de recueillir les difficultés et pouvoir agir en conséquence en ayant écouté, de manière détaillée, les difficultés des associations de terrain.

Afin de favoriser la réalisation de projets à long terme, allez-vous proposer des plans de subventions pluri-annuels, dès la 1ère année de votre mandat ?

Je suis favorable aux conventions sur 3 ans.

Paris Sans Sida

Dans le cadre de son plan Paris Sans Sida, Paris s'est engagée à arriver à 90% de personnes séropositives dépistées, 90% mises sous soin et 90% en succès thérapeutique en 2020, puis à Paris Sans Sida en 2030. Rien ne sera possible sans l'apport de la Région.

La région travaillera en symbiose avec Paris sur l'objectif 90/90/90. Le CRIPS, que nous finançons, est déjà très impliqué dans cet objectif aux côtés de Paris.

L'offre actuelle de dépistage est saturée en Île-de-France, la Région doit s'engager à en augmenter l'offre. Pourriez-vous prendre en charge la formation de l'utilisation des TROD par le public associatif ?

Comme vous le savez, cela n'est pas dans les compétences de la Région. Mais nous travaillerons avec la ville de Paris, les départements et l'ARS pour que les TROD se développent en Île-de-France. Trop de Franciliens ne connaissent pas leur statut sérologique et il s'agit de développer tous azimuts le dépistage en Île-de-France.

Dans la lignée des questions précédentes, quelles mesures supplémentaires proposez-vous ?

Je vais être clair : l'objectif stratégique de l'ONUSIDA du 90 – 90 – 90 que vous explicitiez dans votre avant-dernière question, eh bien je souhaite que nous nous le posions en ligne de mire pour la Région également ! Vous le savez, la région Île-de-France est la région la plus touchée par le VIH et près de la moitié des personnes séropositives vivent en Île-de-France. De fait, oui, je vous le dis : je souhaite que nos actions de lutte contre le sida visent la réalisation de cet objectif stratégique mondial. Et croyez bien que, dans cette lutte pour la vie, je sais pertinemment qu'on ne se paie pas que des mots ! Vous pouvez compter sur mon engagement.

Questionnaire à renvoyer par mail à presidence@actupparis.org (Mikaël ZENOUDA) ou par courrier postal à Act Up-Paris 8 rue des dunes 75019 PARIS